

Sperrfrist/Embargo: Samstag, samedi, sabato 05.04.2025, 12.00 Uhr, 12h00, 12.00 ore

Es gilt das gesprochene Wort/C'est le texte oral qui fait foi/Fa testo il discorso orale

www.proschweiz.ch / www.prosuisse.info / www.prosvizzera.ch

Point de vue politique : Dr Stephan Rietiker, Président Pro Suisse

Mesdames et Messieurs, chers amis et compagnons de lutte

Nous vivons une époque complètement folle. Mais si l'on se penche sur des citations venues de temps anciens, on constate que ce n'est pas la première fois. Ainsi s'exprime Shakespeare, par exemple, dans le Roi Lear: «C'est un malheur du temps que les fous guident les aveugles.» Et Otto von Bismarck au XIXe siècle: «La première génération crée de la richesse, la seconde gère la richesse, la troisième étudie l'histoire de l'art, et la quatrième dégénère.» En outre, Winston Churchill a dit un jour: «Certains considèrent l'entrepreneur comme un loup enragé qu'il faut abattre. D'autres pensent que c'est une vache que l'on peut traire indéfiniment. Seuls quelques-uns voient en lui le cheval qui tire la charrette».

Enfin, cerise sur le gâteau, voici un bref résumé du programme électoral du Parti socialiste, que j'ai lu récemment sur les réseaux sociaux:

1. Je veux tout
2. Je ne veux rien faire pour l'obtenir
3. Quelqu'un d'autre doit payer pour cela.
- 4.

Lorsque je préparais ce discours, l'exclamation de Cicéron m'a traversé l'esprit: «Quels temps, quelles mœurs!» J'ai ainsi commencé à dresser un état des lieux des principaux dysfonctionnements politiques actuels. Et j'ai eu l'embarras du choix:

- Quote-part de l'État
- Évolution économique
- Hystérie climatique
- Folie woke
- Industrie de l'armement en plein essor
- Effritement de la volonté de se défendre
- École obligatoire devenant un laboratoire d'expérimentation sociologique
- Forte augmentation de la criminalité et de la menace terroriste
- Question européenne
- Politique d'asile désastreuse
- Décisions abusives en matière de liberté d'expression
- Internationalisation de notre système juridique ou son envahissement par le «soft law»
- Dans les pays voisins, une évolution économique **encore** plus précaire

- Une dette publique énorme
- Une tendance à la formation de coalitions de perdants très explosives sur le plan social...

Mesdames et Messieurs, je pourrais continuer, car la liste est encore longue. Mais l'exercice est dépourvu de sens. Premièrement, il faudrait trouver un ordre à cette liste; ensuite, je serais confronté au problème du moustique qui arrive sur une plage de nudistes: je ne saurais pas par où commencer.

Deuxièmement, continuer l'énumération ne sert à rien, car nous sommes ici entre nous. Nous voyons les choses de la même façon. Et par conséquent, énumérer les problèmes des uns et des autres apporte surtout de la mauvaise humeur.

Troisièmement et pour terminer, alors que je pensais aux dysfonctionnements en Suisse, un entrepreneur allemand m'est venu à l'esprit. Celui-ci a récemment commenté la politique allemande comme suit:

«Comment se fait-il que la majorité des gens suivent aveuglément une élite politique composée de dilettantes ignorantes, sans formation, sans compétences et sans clairvoyance? Pourquoi de tels zéros ont-ils leur mot à dire par rapport à nos progrès technologiques et scientifiques sans précédent?

Pour ceux qui trouvent que c'est un peu exagéré: eh bien, ça l'est peut-être. Mais la question du «pourquoi», que cet entrepreneur pose ici, est tout de même très intéressante.

En tant que bourgeois-libéraux suisses, et peut-être aussi en tant que bourgeois-conservateurs suisses, nous sommes aussi d'avis que d'une certaine manière, ce ne sont plus les bonnes forces qui tiennent le gouvernail politique. Nous pensons qu'auparavant, les choses se passaient mieux en politique, d'une manière plus rationnelle, plus raisonnable, plus légitime et plus saine.

Pourquoi en est-il ainsi? Je vais brièvement répondre à cette question.

À mon avis, **trois** facteurs ont mené à cet état de fait.

Le premier est **lié au** fait que la gauche, en particulier, a de moins en moins de scrupules à entraîner vers le bas pendant les guerres de tranchées idéologiques des institutions collectives qui ont longtemps été «sacrées».

Qu'est-ce que j'entends par là? Je vais vous donner un exemple pris en matière scolaire.

Un article est paru début mars dans le Tages-Anzeiger au sujet des politiciens bourgeois du canton de Zurich qui luttent contre **«l'école intégrative»**. Par le biais de diverses démarches politiques, ces politiciens veulent obtenir la réintroduction de classes spéciales pour les élèves qui perturbent fortement les leçons dans les classes ordinaires par exemple.

Ces bourgeois justifient leur cause comme suit, je cite:

«Tout le monde est gagnant avec des petites classes, les enfants concernés, leurs camarades de classe, les enseignants.»

Manifestement, ces politiciens mesurent la qualité d'une école à ce qu'elle offre aux élèves et aux enseignants. Et j'ose dire: il n'y a pas si longtemps, tous les partis auraient fait de même. **Aujourd'hui, en revanche**, ce n'est malheureusement plus le cas. Dans le même article du Tagi, une politicienne du PS et maîtresse d'école primaire est aussi citée. Elle déclare ce qui suit:

«Pour une société progressiste, il n'existe tout simplement pas d'alternative à l'école intégrative.»

Le fait que, selon plusieurs enquêtes, la population et les enseignants veulent en revenir aux classes spéciales n'est pas même évoqué ici. Pas plus que le fait que l'école intégrative produise des résultats catastrophiques.

Le point crucial, Mesdames et Messieurs, est que, dans la pensée de cette politicienne du PS, la **manière dont tels** modèles scolaires affectent la **qualité** de l'école ne joue plus aucun rôle.

Elle se préoccupe plutôt de la réalisation d'un objectif idéologique abstrait, une «société progressiste», quel que soit le sens de cette formule. Et si l'on doit payer cette «société progressiste» par des jeunes à moitié analphabètes et la détérioration de l'école, eh bien, c'est comme ça, apparemment.

Je vous demande, Mesdames et Messieurs: comment maintenir une base sociale commune, des institutions qui fonctionnent et une économie efficace quand plus rien n'est sacré, quand tout peut devenir une question d'idéologie?

Le deuxième problème est de savoir si oui ou non on peut faire fi de la réalité en politique. Malheureusement, je dois noter ici une évolution également très inquiétante. De plus en plus de personnes estiment que les lois et les limitations naturelles peuvent être ignorées sans conséquences politiques.

Peu de temps avant son élection, le nouveau conseiller fédéral du parti du Centre, Martin Pfister, a publiquement déclaré qu'il était «**ouvert** à la possibilité de faire inscrire un troisième sexe dans le passeport».

Qu'est-ce que cela signifie? «Être ouvert à la possibilité de faire inscrire un troisième sexe enregistré dans le passeport»?

À première vue, il semble qu'il s'agisse seulement d'un signal envoyé à la gauche, pour lui dire que l'on veut bien discuter avec elle. C'est comme s'il avait dit qu'il n'était pas opposé par principe à une hausse des impôts et à davantage de transports publics.

Mais il y a là une différence capitale.

L'augmentation des impôts ou l'expansion des transports publics, Mesdames et Messieurs, ne va pas à l'encontre de la réalité inaltérable et objective, qui est donnée par Dieu ou qui est naturelle, selon la vision du monde que l'on a. Un troisième sexe, en revanche, va complètement à l'encontre de cette réalité. Il y a toujours eu deux sexes et seulement deux, et cela restera toujours ainsi. Vous pouvez déterrer un squelette humain cent ans après la mort de l'être humain à qui il appartenait, et déterminer facilement si cette personne était un homme ou une femme, tellement la dichotomie des sexes est fondamentale et inaltérable.

Celui qui est prêt à prétendre qu'il y a un troisième sexe est prêt à traiter **ce** qui est manifestement contraire à la réalité comme quelque chose qui est **tout à fait conforme à la réalité**. Bien sûr, en soi, c'est déjà très critiquable. Mais cela va plus loin. Après tout, notre dernier conseiller fédéral n'est pas seulement «ouvert» à l'idée simpliste du troisième sexe. Il est ouvert à l'idée de donner corps à cette absurdité sans fondement dans le passeport, rien que cela, sachant que le passeport est l'un des documents les plus représentatifs et les plus importants délivrés par un État!

Je n'ai aucune indication qui me permettrait d'accuser le conseiller fédéral Pfister d'être proche ou d'apprécier les systèmes totalitaires. Ce qui ne peut pas être écarté, cependant, c'est que son «ouverture» pave le chemin de ces forces qui veulent réellement aller vers le totalitarisme. En effet, peu de choses endommagent aussi durablement

l'esprit de liberté, le sens du droit et de l'injustice que l'obligation de prétendre chaque jour que ce que l'on sait pertinemment être **faux** est **juste**.

Mais ce manque généralisé d'intérêt pour la réalité n'a pas seulement des conséquences psychologiques et relatives à l'ordre public, il a aussi des conséquences plus tangibles. Nous pouvons nous en tenir à la question évoquée. Le troisième sexe inscrit dans le passeport, c'est la continuité d'une tendance qui nous a déjà donné le changement de sexe «non bureaucratique». Depuis 2022, tout homme biologique peut devenir officiellement une femme pour 75 francs, après une brève démarche administrative. Ainsi, il est traité juridiquement comme une femme. Cela lui donne accès, entre autres, aux vestiaires, toilettes et piscines réservés aux filles et aux femmes.

Quiconque a un sens de la réalité qui n'est pas entièrement facultatif peut imaginer ce que cela signifie. Entre autres, des crimes sexuels tout à fait évitables. Aux États-Unis, par exemple, il y a déjà eu un certain nombre de cas dans lesquels des «femmes trans» qui avaient été incarcérées dans des prisons pour femmes ont violé des détenues. Ignorer la réalité, c'est «all fun and games until it isn't anymore», disent les Américains. En Suisse aussi, plus nous accepterons que la réalité soit ignorée, plus nous aurons une mauvaise politique.

Le troisième problème qui est responsable de la détérioration marquée du climat politique et économique a dévoré le centre après être parti des extrêmes, surtout de l'extrême gauche. Ainsi, on ne considère plus les contradictions entre les théories, les points de vue, les programmes et les opinions comme des problèmes et on ne veut donc plus les éliminer.

La gauche de la génération de Tamara Funiciello et Cedric Wermuth est championne de cette discipline qui consiste à «embrasser la contradiction»:

Le réchauffement climatique est très mauvais et la protection de la nature est très importante. Mais nous devons prendre nos distances de toute urgence de la production d'énergie en ruban, vous savez, l'énergie nucléaire, qui est la plus pauvre en CO₂ et la plus économe en espace.

Le racisme et le sexisme systémiques prévalent dans la police et l'armée. Mais idéalement, personne ne devrait posséder d'arme à part les policiers et les soldats.

La diversité est sacrée. Mais que les Juifs soient contraints de cacher leur identité par peur des foules pro-terroristes est en ordre.

La violence sexuelle est minimisée par la majorité de la société bourgeoise. Mais les violeurs aussi devraient pouvoir s'en tirer avec une amende.

Une référence à Dieu n'a pas sa place dans la constitution. Mais l'islam, lui, fait partie de la Suisse.

Et voici peut-être mon préféré: la criminalité est causée par la pauvreté et la discrimination. Mais les plus grands criminels sont des entrepreneurs politiquement influents comme Trump, Musk et Blocher. Comme je l'ai dit: ce goût de la contradiction n'est plus l'apanage de la gauche dure. Il a atteint le centre de l'échiquier politique.

Pour vous donner un exemple personnel en matière de politique de sécurité: je me suis récemment rendu au Vietnam. J'y ai participé à la visite d'un système de tunnels datant de la guerre du Vietnam. Un ancien combattant vietcong de 90 ans, qui a perdu un bras dans une explosion, nous a expliqué ce qu'étaient le nid de résistance, la tactique ou encore les obstacles mortels. Après sa démonstration, j'ai eu une brève conversation avec lui. Il a passé 12 ans dans le système de tunnels et deux de ses enfants y sont nés. Je lui ai demandé s'il accepterait de subir à nouveau ces épreuves. Il a répondu

que oui, qu'il pourrait rester sous terre encore plus longtemps, parce que la liberté est le bien le plus important et qu'il faut le défendre par tous les moyens.

Ce qui m'intéresse ici, ce ne sont pas les libertés dont jouit **réellement** le vietnamien moyen. Mais je m'intéresse à l'état d'esprit qui est en jeu. À l'égard de la liberté, cet homme avait un esprit combatif au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. Parfois, la résistance par la force vaut mieux que la paix; la protection de la liberté n'est pas seulement juste, mais c'est aussi un devoir et il y a des choses pires que la mort.

Posez-vous les questions suivantes: cet ancien combattant vietcong serait-il favorable à ce que les frontières de son pays ne soient pas surveillées? Et serait-il pour qu'on interdise à sa femme d'utiliser un spray au poivre ou, si c'est nécessaire, de porter une arme? Avec une telle interdiction, elle serait complètement sans défense en cas d'attaque au couteau survenant dans son quotidien.

Bien sûr que non. Ce serait contradictoire au point d'en être absurde. Mais c'est précisément cette contradiction absurde qui distingue aujourd'hui, entre autres, la position de la Société Suisse des Officiers et celle du PLR en matière de sécurité. Ces cercles insistent sempiternellement sur le fait qu'il faut augmenter le budget de l'armée. À juste titre. Cependant, ils sont maintenant à peu près sur les positions du Groupe pour une Suisse sans armée par rapport aux contrôles systématiques aux frontières et à la défense contre les criminels et les terroristes dans la vie civile, par exemple. Et c'est sans doute pour cette raison, cette contradiction flagrante, que peu de gens se soucient encore des communications de la Société Suisse des Officiers ou du PLR par rapport à sa politique de sécurité.

Les contradictions doivent être résolues. Qui s'en abstient est condamné à l'échec, **partout**, pas seulement dans le domaine scientifique. Il est donc évident que tant que cette culture consistant à «tolérer la contradiction» n'est pas réprimée, nous ne pouvons espérer des temps meilleurs.

Cher public, j'en viens à un résumé et bientôt à la conclusion.

Notre organisation s'appelle «Pro Suisse». Un de ses objectifs essentiels est d'être efficace dans la pratique politique au moyen d'initiatives et d'autres actions politiques. Voici trois enjeux particulièrement importants actuellement: l'initiative sur la neutralité, l'initiative boussole et la lutte contre ce que l'on appelle l'«accord-cadre», l'acte d'assujettissement, que l'on pourrait aussi appeler l'«**accord-camisole**», parce qu'avec lui, c'est seulement si nos mouvements ne vont pas à l'encontre de **ce** qui a été décidé à Bruxelles que nous conservons une totale liberté de circulation.

Avant d'en venir à ces questions, je tiens toutefois à préciser que «Pro Suisse» signifie plus et doit signifier plus que «pro des initiatives spécifiques».

Nous, les Suisses, nous ne sommes pas des dieux. Au fil des siècles, nous avons, nous aussi, fait des erreurs petites et grandes. Mais nous avons commis beaucoup moins d'erreurs, pris de bien meilleures décisions et ignoré beaucoup moins d'injustice que tous les peuples et états qui nous entourent. Et pourquoi cela? Ce n'est pas le résultat d'initiatives ou d'actions individuelles, non, c'est le résultat de notre culture politique particulière. Une culture politique qui, dans le passé, a **moins accepté les trois** phénomènes dont je viens de parler que d'autres pays.

Premièrement: dans le passé, mieux que d'autres, nous avons veillé à garder les institutions communes sacrées et à ne pas en faire l'objet de guerres de tranchées **idéologiques**.

Deuxièmement: en politique, nous avons mieux accepté que les autres peuples qu'il existe une réalité immuable dont nous devons nous accommoder. C'est précisément

pour cette raison que, dans le passé, nous avons été épargnés par les conséquences dévastatrices de plusieurs idéologies révolutionnaires et promettant le salut qui sonnaient bien, mais qui se heurtaient à la réalité.

Et troisièmement: dans le passé, nous avons fait de la politique plus rationnellement que d'autres. Et cela signifie que nous avons accepté moins de contradictions que les autres. C'est la raison pour laquelle nous avons renoncé à de nombreuses absurdités irrationnelles, dans lesquelles d'autres se sont fourvoyés.

Cela signifie que si nous voulons être et rester «Pro Suisse», nous devons de plus en plus nous atteler à la protection de notre culture politique. Ce sera une tâche herculéenne, que je ne détaillerai pas ici. Je me contente de souligner **un point**: elle en vaut la peine, alors allons-y!

J'en viens maintenant brièvement aux trois questions importantes qui ont été mentionnées. Nous en entendrons davantage parler tout au long de la journée et je ne veux pas anticiper. Il est toutefois important pour moi de montrer brièvement à quel point notre opposition par rapport à ces trois questions est contaminée par le sentiment de manque de culture politique que je viens de décrire.

Premièrement, considérons l'initiative sur la neutralité. Un argument de poids soulevé par ses opposants consiste à dire que la réponse à l'érosion de la situation sécuritaire passe désormais par plus de coopération militaire avec l'OTAN, l'UE, voire la création d'une armée européenne.

Ce n'est évidemment pas le cas.

Mais supposons que la solution consisterait réellement à travailler plus étroitement avec les autres états et organisations. OK. Mais, **avec quoi** devons-nous coopérer **exactement**? Premièrement, l'armée suisse est tellement sous-financée que nous utilisons encore des véhicules de combat d'infanterie de l'époque de la guerre du Vietnam. Deuxièmement, en raison d'un manque d'argent, il n'est pas possible de les réparer immédiatement s'ils tombent en panne, ce à quoi l'on peut s'attendre venant de ce genre de ferraille. Et si les soldats veulent sortir prendre une bière le soir après une journée où ils n'ont même pas pu s'entraîner avec du matériel d'époque, ils doivent le faire en tenue de camouflage. Et ce parce que, troisièmement, même une sortie est devenue trop chère! Voilà la situation de la Suisse! Et l'on sait qu'en Allemagne, par exemple, la situation est encore plus désolante. En conséquence, c'est en quelque sorte une question à 1 million d'euros qui se pose. La voici: **qui exactement doit coopérer avec qui?** L'Office fédéral suisse de la protection de l'environnement avec le ministère fédéral allemand de la famille, du troisième âge, de la condition féminine et de la jeunesse?

Vous voyez: même si la coopération en soi est souhaitable, la présenter comme une solution tangible aujourd'hui n'est possible que si l'on considère que la réalité est optionnelle. Nous devrions plutôt nous tourner vers Guillaume Tell de Schiller, où il est dit que «le fort est le plus puissant seul».

La situation est similaire en ce qui concerne les opposants à l'initiative boussole. Le 1er août, tout le monde vante «notre démocratie directe». La gauche également. Ils oublient Guillaume Tell, mais ne peuvent pas non plus se passer des mérites de «notre démocratie directe».

Et ça s'arrête là. L'initiative boussole veut éviter que la démocratie directe glisse dans le parlementarisme lorsque sont en cause des traités internationaux. Comment ne pas vouloir arrêter cette évolution si nous sommes «pour notre démocratie directe»? Pas du tout. Sauf, bien sûr, si l'on embrasse une contradiction aussi grande qu'un éléphant, ou si l'on souhaite saper nos institutions de démocratie directe de la même manière que la

politicienne du PS mentionnée veut saper notre école publique. Voici donc la demande que je formule clairement: si vous ne l'avez pas encore fait, signez cette initiative dès aujourd'hui!

Oui. Et, enfin et surtout, au sujet de l'ignominieux «accord-cadre». Je peux vraiment être très bref ici. L'argument principal de ses défenseurs est: «Les droits démocratiques demeurent garantis, et l'on peut toujours dire "non"». Entendre cela me met hors de moi.

Savez-vous ce qu'est cet «accord-cadre»? C'est le régime Schengen d'ouverture des frontières, simplement pour les lois étrangères. Nous pouvons encore agir, mais trop tard. Par défaut, tout le monde vient chez nous, nous n'avons aucun contrôle. Et puis, lorsqu'ils sont déjà dans le pays, parfois un référendum ou des contrôles mobiles réussissent ici ou là. Une supercherie dans toute sa splendeur!

Il est tout aussi douteux de dire que la démocratie resterait intacte avec cet accord-camisole que de prétendre que nos frontières restaient sûres avec Schengen. Et cela veut dire quelque chose!

Mesdames et Messieurs, je conclurai là-dessus.

Je tiens à remercier le comité directeur pour son fantastique engagement. Comme moi, il travaille sans recevoir de compensation. Je tiens aussi tout particulièrement à remercier le vice-président et chef de projet de l'initiative sur la neutralité, l'ancien conseiller national Walter Wobmann, et le chef de projet du groupe de travail sur l'UE, l'ancien conseiller aux États et ancien conseiller national Adrian Amstutz pour leur grand dévouement. Je souhaite également exprimer mes vifs remerciements à notre directeur Werner Gartenmann, qui dirige avec beaucoup d'implication, de cœur et de prudence le devenir de Pro Suisse sur le plan opérationnel. Je tiens aussi à remercier Sandra Flück et Ami Gartenmann, qui dirigent le back office à Lauterbrunnen. Je remercie aussi tous ceux qui nous aident et sans lesquels nous ne pourrions pas organiser un événement comme celui d'aujourd'hui. Je réserve un merci tout particulier pour notre «guide spirituel» et ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, pour son support toujours bienveillant et son soutien financier généreux à Pro Suisse!

Je tiens également à remercier l'orchestre Pro Suisse dirigée par Willy Walter pour son extraordinaire accompagnement musical!

Je souhaite aussi remercier le canton de Berne de nous avoir accueillis avec hospitalité à la caserne.

Enfin, je veux tous vous remercier, de tout cœur, vous, nos chers membres, donateurs et sympathisants de Pro Suisse pour votre participation à l'assemblée générale annuelle d'aujourd'hui et pour votre importante contribution financière.

Chers amis,

Nous avons tous eu le privilège de grandir dans un pays unique, novateur, libre, souverain, neutre et prospère. Donnons tout, vraiment **tout**, pour que ce pays reste le même! La Suisse passe toujours en premier!

Je vous remercie!